

BULLETIN SPÉCIAL



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

MARDI, 4 NOVEMBRE 2008



PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF

La vice-première ministre et ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, accompagnée de ses collègues Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, et Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et des Affaires autochtones, a présenté, dimanche le 2 novembre 2008, le Plan d'action gouvernemental **Économie sociale, pour des communautés plus solidaires**. Ce plan représente une étape importante du long travail commencé lors du Sommet de l'économie sociale et solidaire tenu en 2006 et l'amorce d'une action gouvernementale concertée appelée à grandir et à s'enrichir.

Consulter le Plan d'action :

www.mamr.gouv.qc.ca

Le Chantier de l'économie sociale accueille avec enthousiasme le Plan d'action en économie sociale du gouvernement du Québec

Le Québec devient un des rares endroits au monde à reconnaître pleinement la contribution exceptionnelle de l'économie sociale dans toute sa diversité au développement socioéconomique

« Nous saluons l'adoption de ce plan d'action qui ouvre une nouvelle ère de collaboration entre l'État québécois et les acteurs de l'économie sociale. La reconnaissance de la contribution des entreprises collectives, coopératives et à but non lucratif, nous encourage à poursuivre le développement d'une économie plus juste, durable et au service des collectivités. Il est aussi important de souligner l'accent mis sur les Pôles régionaux d'économie sociale qui concrétise 10 ans de mobilisation et de concertation avec les acteurs locaux et régionaux de l'économie sociale » a déclaré Patrick Duguay, président du Conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale et directeur général de la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides.

Selon Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale : « Ce plan d'action constitue une nouvelle étape dans la reconnaissance d'une économie plurielle au Québec, d'une vision innovatrice qui, au-delà de l'État et du privé, taille une place de choix à l'économie sociale au cœur du développement socioéconomique du Québec. Cette période de grande turbulence économique démontre non seulement que l'économie sociale est une voie privilégiée pour remplacer la spéculation à outrance par l'être humain comme moteur et préoccupation principale du développement de l'activité économique, mais aussi qu'elle est un gage de stabilité et de durabilité. Nous nous réjouissons que le gouvernement du Québec ait adopté un plan d'action qui reconnaît la diversité et l'étendue des entreprises collectives, mettant ainsi la table pour un nouvel élan à notre développement. Cette annonce ne peut que renforcer la mobilisation des entrepreneurs collectifs afin de mieux répondre aux besoins et aux aspirations des collectivités et des régions du Québec. »



LE COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE (CSMO-ÉSAC) SALUE L'ADOPTION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN ÉCONOMIE SOCIALE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, un plan d'action gouvernemental axé sur l'économie sociale est une condition *sine qua non* pour permettre d'assurer la consolidation et le développement des entreprises d'économie sociale, mais également d'attirer de la main-d'œuvre qualifiée dans ce secteur d'emploi où s'exercent près de 200 métiers et professions. En 2006, lors du Sommet de l'économie solidaire, le CSMO-ÉSAC a animé un atelier intitulé «Travailler solidairement». Les actrices, les acteurs et les partenaires de l'économie solidaire avaient alors adopté une proposition sur la nécessité de créer des emplois durables et de qualité.



Le consortium québécois de recherche partenariale en économie sociale se réjouit de l'adoption d'un plan d'action en économie sociale par le gouvernement du Québec

« Nous nous réjouissons tout particulièrement des retombées positives qu'aura le plan d'action sur la mobilisation des connaissances «du terrain», commente le professeur Jean-Marc Fontan, co-directeur des deux centres de recherche avec Nancy Neamtan du Chantier de l'économie sociale. Ce plan d'action devrait faciliter la participation des milieux de pratique de l'économie sociale et contribuer encore davantage à ce que nos activités de recherche et de transfert de connaissances répondent bien à leurs besoins, comme le veut notre mission » explique-t-il.



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

La Caisse d'économie solidaire Desjardins salue l'adoption d'un plan d'action en économie sociale

Le plan d'action en économie sociale du gouvernement est stratégique puisqu'il reconnaît la contribution actuelle et potentielle de l'économie sociale au développement des territoires. En plus de rétablir des relations de proximité entre les producteurs et les consommateurs, l'économie sociale contribue à retisser des liens, à redonner du sens et à retrouver du plaisir.

Il importe à la Caisse d'économie solidaire que non seulement ce plan d'action réunisse les conditions propices au développement dans l'intérêt général, mais également qu'il renforce la participation de l'économie sociale dans le développement d'une économie de territoire, de proximité et d'inclusion sociale.



ZONE
de
COOPÉRATION

La Zone de coopération salue le plan d'action en économie sociale du gouvernement du Québec

Les coopératives de développement régional (CDR) œuvrant dans les régions de l'Outaouais, des Laurentides, de Laval, de Montréal et de Lanaudière se réjouissent de l'annonce faite par le gouvernement du Québec d'un plan d'action qui reconnaît la diversité de l'économie sociale et surtout son enracinement dans nos villes et villages. Le plan d'action gouvernemental ouvre de nouvelles avenues de collaboration entre l'État québécois et les acteurs de l'économie sociale au Québec.

Les coopératives constituent une des formes les plus institutionnalisées de l'économie sociale et leur contribution au développement local et régional n'est plus à faire. Les mesures annoncées par la ministre Nathalie Normandeau vont soutenir les efforts des entreprises collectives en renforçant les dynamiques régionales qui fondent notre action.



L'ÉCONOMIE SOCIALE.
ÇA PARLE D'ARGENT ET DE VALEURS HUMAINES.



L'ACQPE se réjouit de l'adoption d'un plan d'action en économie sociale par le gouvernement du Québec

Le Plan d'action gouvernemental en économie sociale combine une série d'actions et d'engagements qui favoriseront la consolidation et le développement des entreprises collectives au Québec et qui renforceront la collaboration des acteurs de l'économie sociale dans les régions.

Les centres de la petite enfance, entreprises d'économie sociale contrôlées par les parents, seront ainsi plus à même de s'investir avec d'autres partenaires de l'économie sociale et de la communauté en faveur d'une économie plus solidaire, démocratique et inclusive.



LA TABLE NATIONALE DES CDC SE RÉJOUIT DE L'ADOPTION D'UN PLAN D'ACTION EN ÉCONOMIE SOCIALE PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Partenaire du Chantier de l'économie sociale, la TNCDC collabore depuis plusieurs années au développement de l'Économie sociale. « *Nous partageons la fierté du Chantier de l'économie sociale et nous profitons de l'occasion pour féliciter l'organisme pour son travail.* » de dire M. Denis McKinnon, directeur général.

« *Nous espérons que ce premier Plan d'action gouvernemental en matière d'économie sociale sera un signal mobilisateur pour tous ceux et celles qui, au quotidien, travaillent à développer et à faire vivre pleinement les entreprises d'économie sociale de leur milieu. La TNCDC se réjouit particulièrement de la décision du gouvernement de soutenir financièrement les pôles régionaux en économie sociale. Ces structures régionales de concertation et de développement sont un apport important pour le développement local et une interface essentielle avec le niveau national.* »



La Table régionale d'économie sociale de Chaudière-Appalaches se réjouit de l'adoption d'un plan d'action en économie sociale par le gouvernement du Québec

Il s'agit d'une reconnaissance attendue et hautement saluée par la Table régionale d'économie sociale de Chaudière-Appalaches.

Ce plan d'action est rassembleur, puisqu'il renforce la collaboration des acteurs de l'économie sociale dans les régions et appuie de nombreuses actions stratégiques, notamment pour les entreprises en aide domestique et celles à mission culturelle. En plus de prévoir des mesures touchant particulièrement les personnes issues de l'immigration, on souhaite renforcer la participation de l'économie sociale à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. C'est donc un appel à une mobilisation encore plus forte des acteurs et des partenaires de l'économie sociale en faveur de la construction d'une économie plus solidaire, démocratique et inclusive.

Pour la TRÉSCA, les mesures proposées par le plan d'action appuieront assurément sa mission de concertation et de mobilisation des acteurs en matière de développement de l'économie sociale de même que son rôle de Pôle régional d'économie sociale.



L'ARCQ SE REJOUIT DE L'ADOPTION D'UN PLAN D'ACTION EN ÉCONOMIE SOCIALE PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

L'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec (ARCQ) se réjouit de l'annonce faite hier, par le gouvernement du Québec, concernant l'adoption d'un plan d'action en économie sociale.

« *L'ARCQ et ses membres applaudissent tout particulièrement l'intention du gouvernement du Québec de réaffirmer la directive du 4% d'achats publicitaires. Par cette action concrète, il reconnaît l'impact et l'efficacité des médias communautaires québécois dans l'atteinte de leurs objectifs de communication* », déclarait Charles-Eugène Cyr, président de l'ARCQ et directeur général de la station de radio communautaire CFIM Îles-de-la-Madeleine.



Regroupement des centres
d'amitié autochtones du Québec

Une première au Québec : le gouvernement du Québec encourage les actions de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale des Centres d'amitié autochtones à l'intérieur de son plan d'action en économie sociale

Le RCAAQ est heureux que le gouvernement du Québec annonce d'une part, le plan d'action en économie sociale et d'autre part, qu'il soit doté d'une mesure destinée à soutenir la mission des Centres d'amitié autochtones.

Madame Édith Cloutier, présidente du RCAAQ déclare : « *Le Forum socioéconomique des Premières Nations a permis la reconnaissance du Mouvement des Centres d'amitié autochtones par le gouvernement du Québec, de même que sa contribution à la société québécoise* ».

Les valeurs prônées par l'économie sociale rejoignent celles portées par les Centres d'amitié autochtones. Le RCAAQ et le Chantier de l'économie sociale se sont associés afin de promouvoir et d'encourager le développement de l'économie sociale comme alternative au développement économique conventionnel, et ce, dans une perspective spécifique aux Autochtones dans les villes.

Plan d'action gouvernemental pour l'économie sociale Une bonne nouvelle pour l'économie en Estrie

Le plan d'action en économie sociale permettra notamment de soutenir et de consolider les pôles régionaux tels que le Réseau d'entreprises d'économie sociale de l'Estrie, qui a été officiellement lancé en février 2006 avec le soutien de plusieurs acteurs de l'économie sociale, dont la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) de Sherbrooke. Ce réseau regroupant des entreprises et des intervenants du milieu a pour mission de promouvoir l'économie sociale auprès de la population, de favoriser la concertation des différents partenaires et de créer des réseaux entre les entreprises.

En plus de soutenir les pôles régionaux, ce plan vient reconnaître la contribution actuelle et potentielle de l'économie sociale au développement des territoires et appuyer de nombreuses actions stratégiques, notamment pour les entreprises en aide domestique et celles à mission culturelle. Il propose aussi des mesures touchant les personnes issues de l'immigration et souhaite renforcer la participation de l'économie sociale à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Le Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie et des îles-de-la-Madeleine se réjouit de l'adoption d'un plan d'action en économie sociale par le gouvernement du Québec

Le Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine souhaite que ce plan d'action en économie sociale permette une meilleure concertation, la consolidation et le développement des entreprises dans notre région.

Le plan d'action :

- Représente l'aboutissement d'un long travail amorcé lors du Sommet de l'économie sociale et solidaire tenu en 2006 et l'amorce d'une action gouvernementale concertée appelée à grandir et à s'enrichir.
- Est rassembleur : reconnaît la contribution actuelle et potentielle de l'économie sociale au développement des territoires, renforce la collaboration des acteurs de l'économie sociale dans les régions; appuie de nombreuses actions stratégiques, notamment pour les entreprises en aide domestique et à mission culturelle; propose des mesures touchant particulièrement les communautés autochtones et les personnes issues de l'immigration et souhaite renforcer la participation de l'économie sociale à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.
- Appelle à une mobilisation encore plus forte des acteurs et partenaires de l'économie sociale en faveur de la construction d'une économie plus solidaire, démocratique et inclusive.



Un plan d'action en économie sociale qui favorise le développement régional

Pour le Conseil régional d'économie sociale Mauricie (CRÉS), l'appui du gouvernement représente 250 000 \$ sur 5 ans pour le soutien à la concertation et la mise en réseau des entreprises. Ce montant complètera la contribution d'une dizaine de partenaires liés à l'entente spécifique en économie sociale qui sera signée sous peu.

« Nous constatons aujourd'hui le résultat de tous les efforts qui ont été consentis de la part d'un ensemble de partenaires, dont le Chantier de l'économie sociale. La Mauricie a su créer des liens importants avec les milieux socioéconomiques, municipaux et communautaires lui permettant ainsi de réaliser un plan d'action basé sur les besoins des entreprises d'économie sociale. L'appui du gouvernement du Québec sera un levier considérable pour la réalisation de ces projets. Derrière tous ces chiffres, il y a d'abord des milliers de personnes qui grâce à l'économie sociale vivent dans de meilleures conditions de vie, ont accès à des services et s'impliquent dans leur communauté. L'économie sociale joue souvent, et sans le savoir, un rôle déterminant dans nos vies. », a mentionné le président du CRÉS Mauricie, monsieur Michel Angers.

Pour Lynn O'Cain, directrice générale du CRÉS Mauricie : « Dans un contexte économique incertain, il est important de se rappeler que l'économie sociale regroupe des entreprises qui ne s'achètent pas, ne se déracinent pas. Elles sont d'abord et avant tout au service de leurs membres ont démontré par leur longévité qu'elles peuvent surmonter bien des obstacles. Nous sommes convaincus que l'économie sociale fait partie des solutions pour développer la Mauricie. Que ceci soit reconnu par le gouvernement du Québec laisse espérer un développement économique plus inclusif et une réelle concertation entre les acteurs du milieu et l'État. Il s'agit d'un plan d'action très rassembleur. »



Les CDEC du Québec se réjouissent du soutien accru à l'économie sociale par le gouvernement du Québec

Un plan d'action qui reconnaît le rôle essentiel des réseaux régionaux et locaux qui soutiennent les entreprises d'économie sociale

Selon Thérèse Sainte-Marie, directrice générale de la CDEST et représentante des CDEC au Conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale, « Ces mesures sont attendues depuis longtemps et vont permettre de renforcer le rôle stratégique de l'économie sociale pour le développement socioéconomique de toutes les régions du Québec. C'est tout particulièrement vrai dans le contexte des effets sur l'économie québécoise des turbulences que connaît l'économie mondiale et nord-américaine. »

« Cette action complémentaire du gouvernement du Québec concorde parfaitement avec les priorités des instances locales et régionales de la métropole, et correspond aux besoins d'un secteur de l'économie montréalaise en pleine expansion et qui demande des services techniques de plus en plus pointus et des outils de financement adaptés à l'envergure régionale de projets de plus en plus nombreux » a ajouté Pierre Morrissette, directeur général du RESO et représentant des CDEC de Montréal au Comité d'économie sociale de l'île de Montréal.



Ne ratez pas la prochaine émission À l'échelle humaine au 101,5 CIBL portant sur le plan d'action du gouvernement, **ce jeudi 6 novembre 2008 dès 9h!**

Écoutez en direct sur www.cibl1015.com/